

Société

IL EST TEMPS D'ENTERRER PAUL EHRlich

Oscar Bockel

11/05/2026

Le risque majeur n'est plus la surpopulation, mais la dénatalité et ses conséquences économiques, sociales et géopolitiques, soutient Oscar Bockel, diplomate français. Remettant en cause l'héritage de Paul Ehrlich, disciple de Malthus, il estime que le vieillissement démographique menace davantage l'innovation, la croissance et la soutenabilité des États qu'un excès de population. À rebours du mathusianisme, il défend une vision où le dynamisme démographique est une condition de prospérité et de résilience.

Paul R. Ehrlich, biologiste et démographe américain, est décédé le 13 mars dernier à l'âge de 94 ans. Par sa crainte de la surpopulation mondiale, véhiculée notamment dans son essai de 1968, *La bombe P*¹, il aura incarné un courant de pensée influent jusqu'à aujourd'hui parmi les élites occidentales comme parmi celles des pays en développement. Disciple de Thomas Malthus, misanthrope comme lui, il partage avec ce dernier le fait d'avoir formulé ses thèses précisément au moment où l'évolution des sociétés les réfutait.

Réfugié dans la campagne bucolique du sud de l'Angleterre au tournant du XIX^e siècle, Malthus décrivait une société enfermée dans la pauvreté et où tout surplus de richesse ne pouvait qu'être immédiatement dilapidé en surplus, temporaire, de population. Cette description est d'une certaine justesse pour décrire les sociétés prémodernes. Pourtant, précisément au même moment, dans le nord de l'Angleterre, la Révolution industrielle battait son plein et était en train de faire sortir l'humanité du piège malthusien, en permettant un essor inédit et parallèle de la population et de la richesse par habitant.

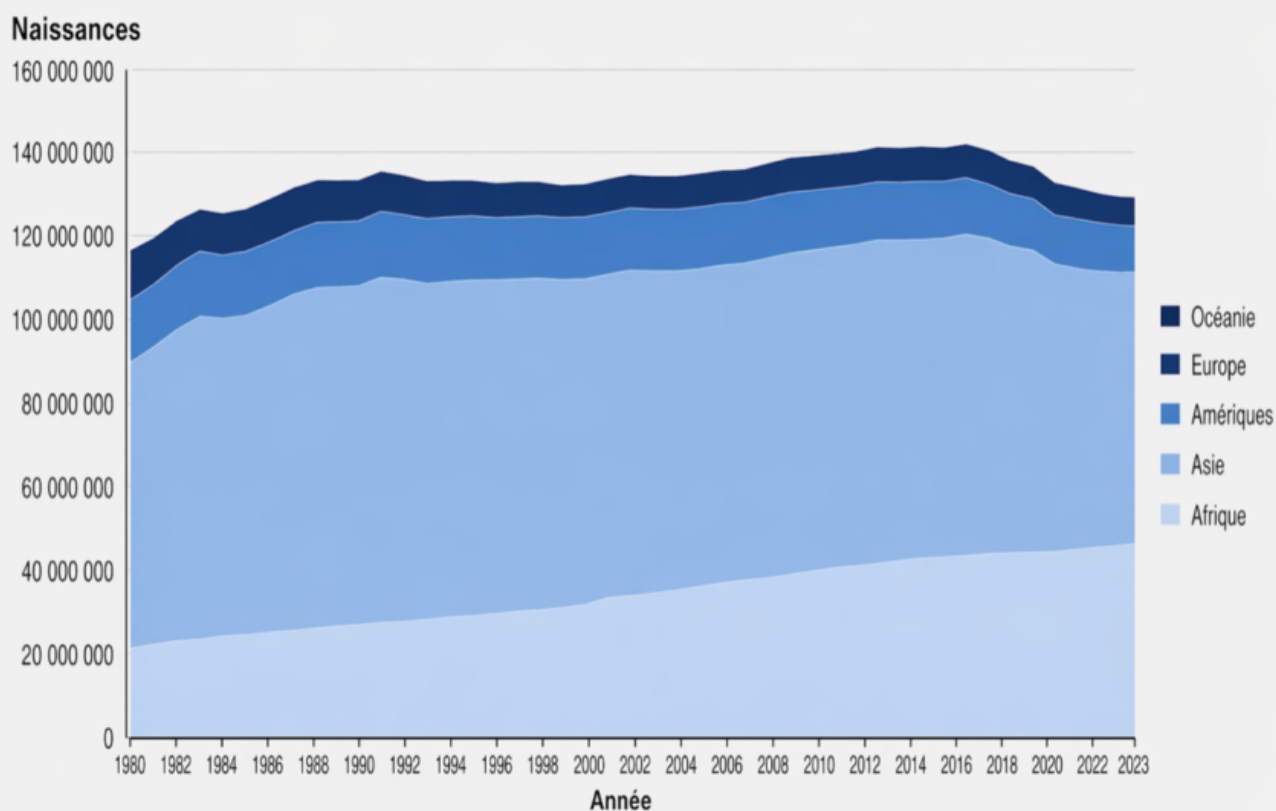
Ces idées continuent aujourd'hui à peser sur les représentations collectives, soit sous forme d'intuition générale liée à l'essor démographique du continent africain, soit dans le discours écologiste, avec l'idée qu'une réduction de la taille de l'humanité permettrait de réduire son empreinte carbone et la pression sur les ressources naturelles. Selon un sondage effectué en 2022 par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA)², 60% des Français considéraient que la fécondité mondiale était trop élevée. 60% des personnes interrogées dans un panel de pays

représentatifs estimaient qu'il y avait trop d'habitants sur la planète. Certains dirigeants formés dans les années 1960 continuent de mener des politiques antinatalistes en décalage avec les tendances lourdes en cours, à l'instar du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Pourtant, ce néo-malthusianisme ne résiste pas à un examen attentif. Il est temps d'enterrer définitivement Paul Ehrlich.

Une erreur de faits : la surpopulation ne viendra pas

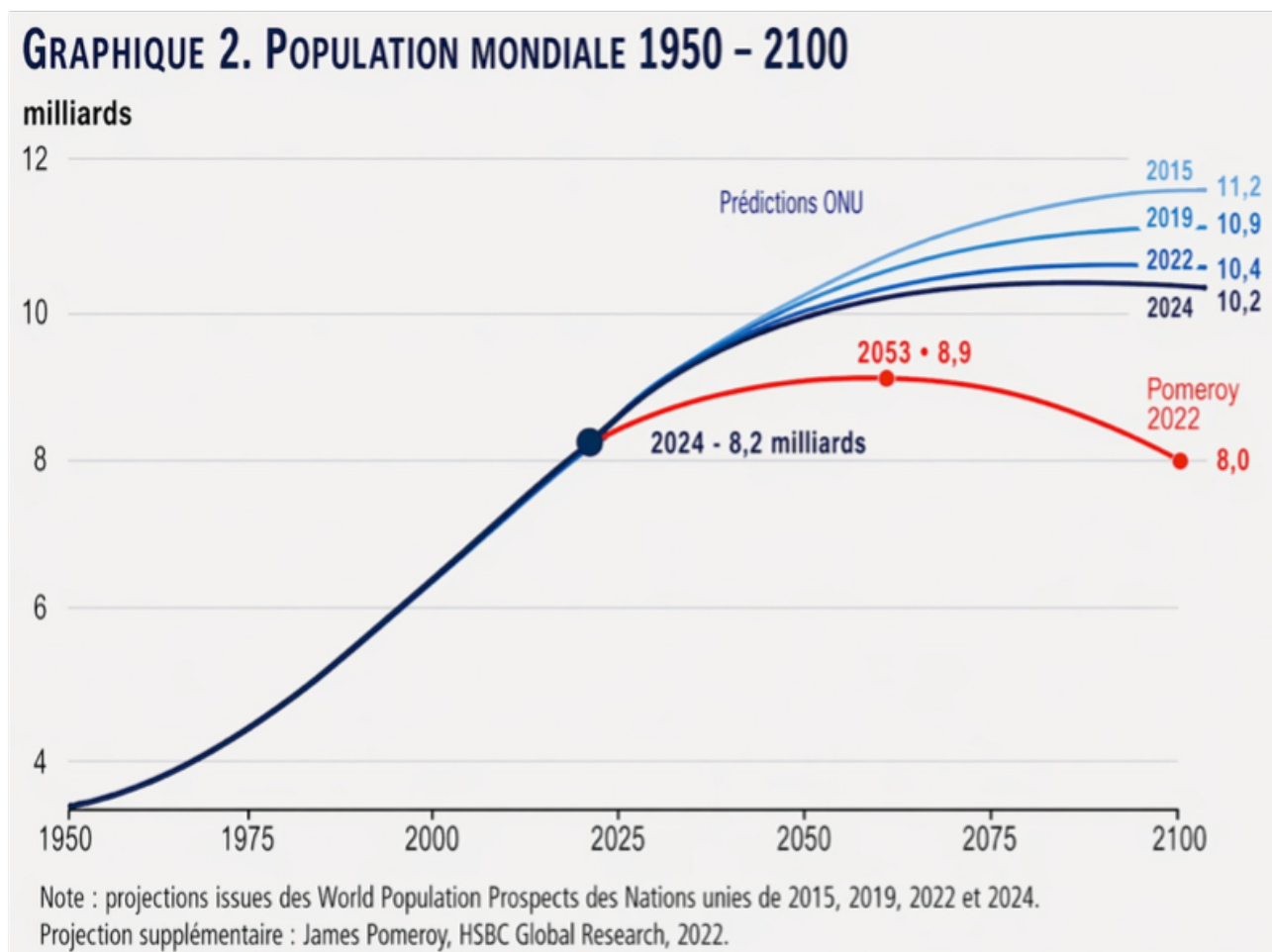
Il convient en premier lieu de rétablir les faits : la fécondité mondiale chute de manière rapide et constante depuis plusieurs décennies, et la population mondiale ne va guère plus s'élever au-dessus du niveau qu'elle connaît aujourd'hui, avant de chuter rapidement. En effet, le taux de fécondité mondial vient, en 2024, de passer sous le seuil de remplacement. De surcroît, après s'être stabilisé entre 1990 et 2010, le nombre de naissances baisse depuis le milieu des années 2010 (133 millions en 2024 contre 146 millions en 2017). Si la population mondiale croît encore, ce n'est donc plus que par inertie démographique et par vieillissement.

GRAPHIQUE 1. ÉVOLUTION DES NAISSANCES DANS LE MONDE PAR CONTINENT (1980-2023)



Note : données issues des Nations unies (World Population Prospects 2024) et des états civils nationaux.

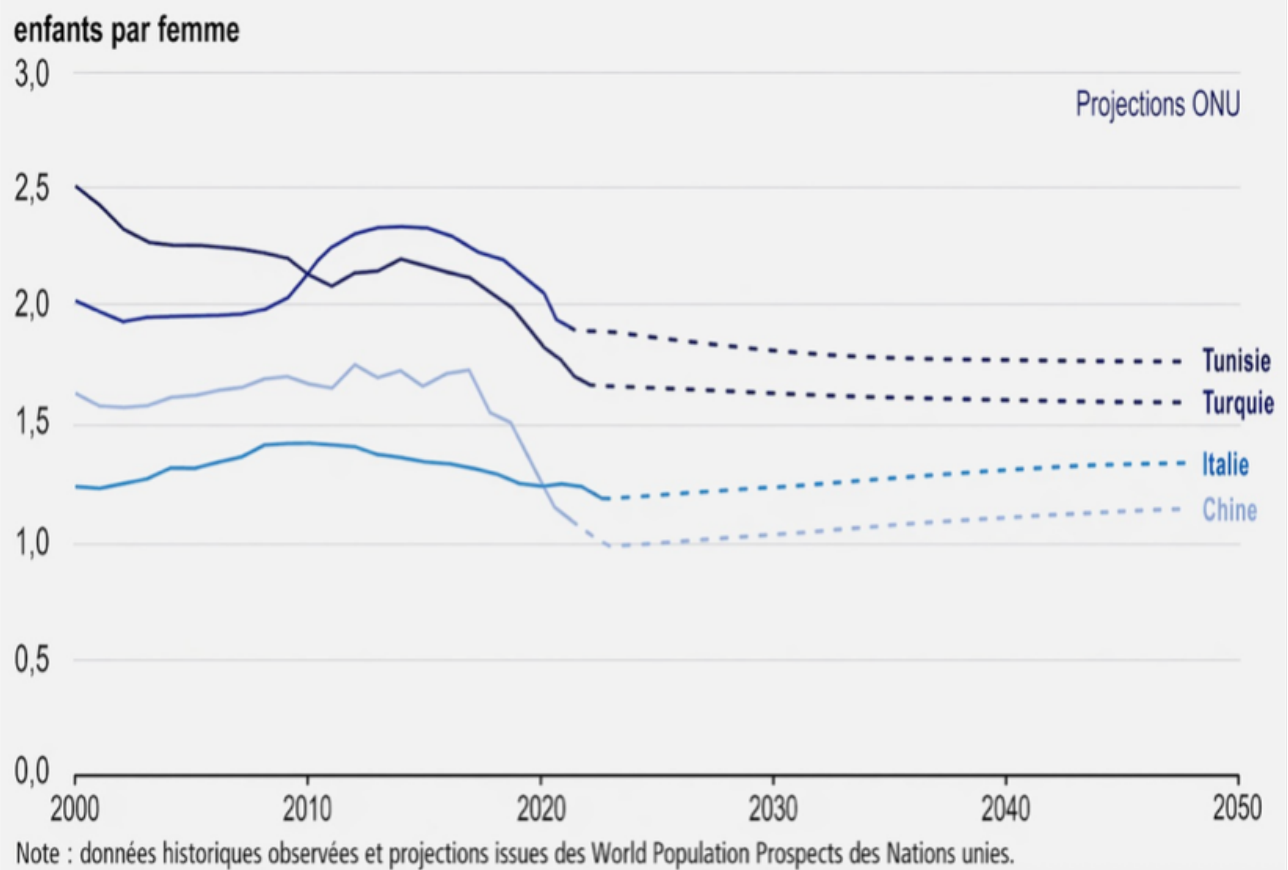
La question n'est aujourd'hui plus de savoir « si » la population mondiale va diminuer, mais bien plutôt « quand » et à quelle vitesse. À cet égard, les prédictions de l'ONU dans ses « World Population Prospects » sont chroniquement revues à la baisse année après année. Le pic anticipé était prévu après 2100 dans l'édition de 2019, puis ramené à 2086 en 2022 et à 2084 en 2024, date à laquelle la population mondiale devrait atteindre 10,3 milliards. Ces estimations restent pourtant excessivement optimistes, leurs modèles de simulation n'ayant toujours pas renoncé à l'idée fantaisiste d'une convergence naturelle de la fécondité vers le seuil de remplacement, alors même que la quasi-totalité des pays situés sous ce seuil connaissent, année après année, une chute de leur fécondité. En réalité, la population mondiale n'atteindra jamais les dix milliards d'habitants et connaîtra son pic dans les années 2060, voire avant³, à mesure que l'ensemble des pays en développement basculeront dans la dénatalité.



En effet, alors que l'on pouvait récemment encore opposer les pays occidentaux, en déprise démographique, aux pays en développement, en croissance, cette dichotomie s'efface rapidement. De très nombreux pays pauvres et à revenu intermédiaire, très féconds il y a encore quelques années, connaissent désormais des taux de fécondité inférieurs ou équivalents à la

moyenne européenne, que ce soit au Moyen-Orient – à l’instar de la Tunisie (1,3 en 2025) ou de la Turquie (1,4) –, en Amérique latine – comme Cuba (1,3) ou le Chili (1,0) – ou en Asie méridionale – comme le Sri Lanka (1,4) ou la Thaïlande (0,9). L’Afrique subsaharienne elle-même, si elle connaît encore une croissance démographique spectaculaire, s’est engagée dans la transition et a vu son taux de fécondité passer récemment sous 4,0. Même le Sahel est concerné, à l’instar du Niger qui, s’il a pris vingt-cinq ans pour passer de 7,9 à 7,4 entre 1987 et 2012, a connu une chute à 5,7 en dix ans seulement, soit 1,7 point. À cet égard, il est fort à parier que l’Afrique passera sous le seuil de renouvellement avant 2060.

GRAPHIQUE 3. TAUX DE FÉCONDITÉ CONSTATÉ ET PROJETÉ



Pendant ce temps, certains pays, développés ou non, tombent dans des niveaux de dénatalité inédits dans l’histoire de l’humanité, que les démographes auraient considérés comme impossibles il y a seulement dix ans. Ainsi, la Corée du Sud connaît un taux de fécondité de 0,8, ce qui signifie concrètement 60% de Sud-Coréens en moins à chaque génération. La France, avec 1,59 de fécondité en 2025, connaît un taux d’attrition d’environ 23% et l’Union européenne dans son ensemble, avec 1,3, un taux de 37%. Pour rappel, la peste noire, le plus grand choc démographique négatif que l’Europe ait connu dans son histoire, a représenté une chute de 30 à 50% de la

population européenne entre 1347 et 1351. La Première Guerre mondiale a représenté la mort au combat de 25% des hommes français nés en 1894, classe d'âge la plus touchée. Ainsi, d'un point de vue purement quantitatif, le niveau européen de fécondité aujourd'hui équivaut à subir une épidémie bubonique par génération et le niveau français à combattre une Première Guerre mondiale permanente.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une erreur de jugement : le monde ne souffrira pas d'un trop plein mais d'un trop peu d'habitants

Si le néo-malthusianisme repose le plus souvent sur une vision inexacte des dynamiques démographiques à l'œuvre, ses adeptes ne mesurant généralement pas la teneur du retournement en cours, il ne s'y limite pas. Certains peuvent voir dans l'effondrement démographique qui se dessine une évolution positive à même de réduire les nuisances liées à une population trop nombreuse. La limitation des naissances devrait permettre d'alléger le poids que les humains font peser sur la planète et sur les ressources naturelles. Dans un arbitrage entre quantité et qualité, cette limitation permettrait de réaliser l'idéal d'une humanité moins nombreuse, mais vivant mieux, disposant de plus de ressources et d'espace tout en étant mieux éduquée. En réalité, un tel arbitrage n'existe pas.

Ce raisonnement repose sur une confusion fondamentale : celle entre la simple diminution du nombre d'humains d'un facteur x , toutes choses égales par ailleurs, et l'entrée de l'humanité en *dépopulation*. Le phénomène de dénatalité que nous observons ne ramènera pas par magie la population mondiale à un nombre optimal (si tant est qu'une population moins importante soit optimale, ce qui est loin d'être évident), tout en conservant par ailleurs les sociétés inchangées. De même qu'une métropole vidée de sa population ne se transforme pas en bourgade bucolique (il suffit d'observer le sort de Detroit aux États-Unis), un pays en dénatalité n'est pas le même pays avec moins d'habitants, mais est d'abord et avant tout un pays vieillissant, ce premier symptôme intervenant bien avant la chute de la population elle-même, du fait de l'inertie propre à la démographie. De surcroît, il est important de conserver une vision dynamique des phénomènes

démographiques : la chute de la natalité ne connaît pas de mécanisme auto-correcteur qui permettrait, après une ou deux générations de baisse, de stabiliser automatiquement la population. Bien au contraire, les évolutions récentes tendent à confirmer l'idée que la baisse de la natalité s'auto-alimente, notamment du fait de l'effritement de la norme sociale de la parentalité, élément clef d'un régime de fécondité robuste. Ainsi, une population en dénatalité n'est pas une population qui connaît un réajustement permettant de revenir magiquement à un nombre optimal, mais une population connaissant une chute constante, voire exponentielle.

La dénatalité et le vieillissement de la population auront, dans les années à venir, un effet dépressif sévère sur l'économie, avec une forme de japonisation ou d'italianisation du monde. Comme dans ces deux pays, nous serons confrontés de plus en plus à des économies vieillissantes, sans gains de productivité et ayant renoncé à innover, ployant sous le poids de dettes difficilement soutenables et de dépenses massives de retraite. Pour un grand nombre de pays, l'effet sera même en réalité nettement plus fort que ce que l'on a pu constater jusqu'ici en Italie ou au Japon, dans la mesure où ils connaissent des taux de natalité significativement plus faibles que les 1,3 constatés en Italie et au Japon depuis les années 1990 et où l'impact de la sous-natalité sur l'économie est cumulatif et exponentiel dans le temps, et le Japon et l'Italie disposent encore de cohortes de quadragénaires et de quinquagénaires relativement robustes. Au total, le simple effet du vieillissement démographique devrait faire baisser le PIB/habitant en moyenne dans l'OCDE de 14 points au cours des vingt-cinq prochaines années (2025-2050).

Le premier canal par lequel la dénatalité affecte l'économie est celui de la chute du nombre d'actifs et de la dégradation du ratio de dépendance. En France, le rapport entre les personnes de 20 à 64 ans et celles de plus de 65 ans était de 3,6 en 2009, de 2,6 en 2024 et devrait descendre à 1,76 en 2070, dans l'hypothèse même où la fécondité se stabiliserait à 1,8 enfant par femme⁴, ce qui est déjà irréaliste sans réforme profonde de la politique familiale. Cette dégradation est très loin d'être compensée par la chute du nombre de dépendants mineurs, dans la mesure où les enfants représentent un coût net bien moindre pour la collectivité (et ce coût constitue d'abord et avant tout un investissement dans l'avenir). La France est particulièrement vulnérable à cette dégradation du ratio de dépendance du fait des caractéristiques de son système social, marqué par un haut niveau de socialisation de son système de santé ainsi que par des retraites précoces et comparativement généreuses, associées à une espérance de vie parmi les plus élevées au monde. Très concrètement, selon les scénarios développés par le Conseil d'orientation des retraites, un différentiel de fécondité de 0,4 point entre 2,0 et 1,6 équivaut à un déficit du système de retraite majoré de plus de 40 milliards d'euros par an en 2070⁵. À système de retraite constant, cela représente autant de prélèvements supplémentaires à faire peser sur un nombre décroissant d'actifs.

Si la dégradation du taux de dépendance peut, à un coût politique majeur, être limitée par des politiques visant à augmenter le taux d'emploi des seniors ou à réduire le montant des retraites, il n'en va pas de même pour l'effet dépressif du vieillissement sur la productivité. En effet, ce dernier a pour effet de réduire le niveau général de dynamisme et d'innovation, comme le titrait *The Economist* en mai 2023 : « **It's not just a fiscal fiasco: greying economies also innovate less** ». De fait, les innovations disruptives sont disproportionnellement le fait de la tranche d'âge des 25-40 ans. L'intelligence fluide, désignant la capacité à raisonner de manière abstraite, à identifier des relations nouvelles et à résoudre des problèmes inédits, connaît un pic à la fin de la vingtaine⁶, or cette faculté est décisive pour innover. De plus, les personnes plus jeunes ont généralement un état d'esprit davantage porté sur le changement et le renouveau dans la mesure où elles ont moins à gagner au *statu quo*, ce qui explique une moindre aversion au risque et une moindre dépendance au sentier⁷. Il est ainsi établi qu'une plus grande proportion de travailleurs âgés tend à réduire le nombre total de demandes de brevet⁸ ainsi que le taux d'entrepreneuriat⁹. La part des personnes âgées de 25 à 40 ans est donc essentielle ; or précisément, l'âge médian de la France est passé de 33,7 en 1991 à 41,4 en 2023. De même, le Japon a vu son taux d'innovation chuter dramatiquement depuis les années 1990, à mesure que le pays entrait en déprise démographique. La différence d'âge médian de cinq ans entre les États-Unis (39 ans), la Suède (41 ans) et l'Allemagne (46 ans) constitue un facteur majeur dans le net différentiel d'innovation entre des économies ayant des niveaux de développement et d'éducation globalement équivalents¹⁰.

À moyen terme, la dépopulation réduit également les gains permis par une population plus importante. La science économique, notamment à travers la théorie de la croissance endogène, établit que chaque nouvel entrant sur le marché tend à avoir, toutes choses égales par ailleurs, des externalités positives sur les autres acteurs économiques. En premier lieu, l'entrant supplémentaire permet une division du travail plus approfondie et donc des gains de productivité liés à la spécialisation. En second lieu, chaque nouvel entrant, en particulier s'il est suffisamment qualifié, peut être la source d'innovations technologiques, qui sont des biens non rivaux, c'est-à-dire qu'ils peuvent bénéficier pour des coûts minimes à l'ensemble de la société voire de l'humanité¹¹. Ce lien a été mis en évidence par Michael Kremer¹², qui a établi empiriquement qu'avant la mondialisation, les sociétés les plus peuplées étaient les plus susceptibles de progresser technologiquement. Cela constitue un des facteurs explicatifs de l'avantage technologique des colons européens sur les peuples d'Amérique précolombienne : l'Europe avait pour avantage d'être très densément peuplée et de bénéficier de surcroît de la circulation d'idées et de technologie sur l'ensemble de l'Eurasie, alors que les peuples d'Amérique précolombienne ne pouvaient compter que sur les technologies développées par des masses de population limitées. À cet égard et sans même prendre en considération la structure d'âge, il est très vraisemblable que le monde serait considérablement moins prospère avec une population de seulement un ou deux milliards

d'habitants¹³.

Enfin, contrairement à ce que l'intuition pourrait faire croire, la dépopulation n'aura pas d'effet positif sur le marché du logement. En premier lieu, un des facteurs principaux de la tension sur le marché du logement est la tendance des personnes âgées au « surlogement », 80% des plus de 65 ans vivant dans des logements en sous-peuplement, c'est-à-dire plus grands ce qui est communément nécessaire¹⁴. Le vieillissement aura donc plutôt tendance à aggraver le phénomène dans les années à venir. Par ailleurs, l'effondrement démographique n'aura pas pour effet d'alléger la pression sur les centres urbains principaux, où se manifeste la crise du logement, mais d'abord de vider les arrière-pays de leur population. La déprise démographique des campagnes et des petits bourgs a de surcroît un effet d'entraînement, accélérant l'exode des jeunes. Ainsi Budapest (Hongrie), Vilnius (Lituanie) et Sofia (Bulgarie) connaissent une crise du logement particulièrement aiguë dans des pays pourtant en dépopulation rapide, ces villes concentrant une part toujours croissante de la population de leur pays¹⁵.

La véritable richesse se trouve dans les hommes, c'est cette vérité qui avait permis à Julian Simon d'emporter un célèbre pari contre Paul Ehrlich en 1980 sur l'évolution du prix des matières premières¹⁶. Alors que ce dernier imaginait une explosion des prix dans le contexte d'une population croissante, Julian Simon, qui considérait que les hommes étaient « la ressource ultime », estimait que le génie humain allait permettre de réduire ces prix, grâce à la découverte de substituts, à l'amélioration des techniques d'extraction et à la diffusion du progrès scientifique dans l'industrie. Constatant l'échec de ses prédictions, Paul Ehrlich dut payer, en 1990, 576 dollars à son interlocuteur.

Une confusion des temporalités : faire moins d'enfants ne sauvera pas la planète

L'un des principaux arguments du malthusianisme contemporain est l'argument écologique. La pollution étant fonction du nombre d'hommes multiplié par le niveau de pollution résultant de leur mode de vie, il paraît incontestable qu'une population moins nombreuse, en particulier dans les pays développés, réduirait l'empreinte écologique de l'humanité. Les défenseurs d'une tradition nataliste et humaniste, à l'instar de François Héran¹⁷, s'opposent à ce raisonnement en affirmant que le mode de vie étant beaucoup plus facile à modifier rapidement que le nombre total d'êtres humains, il importe de concentrer les efforts sur ce levier. Ce constat n'est en général pas contesté par les partisans du malthusianisme écologique, qui refusent toutefois d'opposer les deux et considèrent que, toutes choses égales par ailleurs, moins de personnes et en particulier moins de

personnes dans les pays riches auraient un effet positif et pourraient avantageusement accompagner une réforme des modes de vie.

Une étude publiée en 2017 par Seth Wynes et Kimberly Nicolas sur le bilan carbone d'un enfant, ayant même fait son entrée dans certains manuels de SVT, abonde dans ce sens¹⁸. Elle évalue le coût en CO₂ de chaque enfant supplémentaire à près de 60 tonnes par an, soit trois fois les émissions moyennes annuelles d'un Européen, ce qui en ferait de loin l'action individuelle la plus efficace. Pourtant, en annualisant les émissions potentielles occasionnées par un enfant sur l'ensemble de sa vie et de sa descendance, cette étude confond les temporalités. En effet, la population totale connaît une forte inertie à court et moyen terme, d'autant plus que les enfants ne polluent que très peu car ils consomment considérablement moins et s'inscrivent dans le budget d'un ménage généralement inchangé. Leur arrivée peut même avoir des effets positifs en réduisant certaines des activités les plus polluantes du ménage comme les voyages à longue distance. Le réchauffement climatique, de son côté, n'est pas causé directement par les flux récents de gaz à effet de serre, mais par le stock total accumulé depuis le XIX^e siècle, auquel les derniers flux viennent s'ajouter. La chute de la population arriverait trop tard pour avoir un effet déterminant sur le réchauffement, ce d'autant plus qu'il convient de prendre en compte les trajectoires de décarbonation, qui réduisent davantage encore l'impact des consommations futures sur le climat. Même dans des scénarios très pessimistes de décarbonation, avec des différences de population pouvant atteindre 6 milliards en 2200 entre le scénario de stabilisation et de chute démographique, l'impact reste faible et sans aucune comparaison avec l'effet d'un changement de nos sociétés dès aujourd'hui¹⁹.

Si les gains climatiques de la dépopulation sont quasiment nuls, une vision moins comptable mais plus dynamique de l'écologie conduirait même à constater un impact négatif. Une société jeune et dynamique est bien plus susceptible de relever les défis de la décarbonation qu'une gérontocratie. Si l'on prend en compte la mobilisation politique ainsi que l'engagement associatif des jeunes, en plus de l'impact socio-économique plus général d'un rajeunissement de la population, il est bien plus vraisemblable que le bilan carbone net d'un enfant, *a fortiori* s'il est éduqué avec des valeurs de responsabilité écologique, soit positif. De même, la charge financière massive que représente le vieillissement pour les dépenses publiques va rendre considérablement plus difficile le dégagement de marges budgétaires permettant d'investir dans la transition écologique, ralentissant ainsi la transformation écologique des sociétés. Avoir une société jeune, flexible et innovante sera encore plus décisif pour l'adaptation au changement climatique. En s'enterrant dans un antinatalisme stérile, l'écologisme malthusien détruit le modèle même de société qu'il voudrait voir advenir. Soutenabilité écologique et soutenabilité démographique vont en réalité de pair ; chercher à accroître la soutenabilité écologique de nos sociétés en les jetant dans les abysses de

l'effondrement démographique est une politique à courte vue.

1. Paul R. Ehrlich et Anne H. Ehrlich, *The population bomb*, New York, Sierra Club/Ballantine Books, 1968.
2. UNFPA, *State of World Population 2023*, p. 44 (« Too Many? »).
3. C'est ce que prédisent des analyses intégrant dans leurs modèles les évolutions récentes. Ainsi une étude publiée en 2020 dans la revue *The Lancet* prévoyant un pic de population à 9,7 milliards d'habitants en 2064 avant même les chutes de fécondité spectaculaires de l'après-Covid (Stein Vollset et al., « Fertility, mortality, migration, and population scenarios for 195 countries and territories from 2017 to 2100: a forecasting analysis for the Global Burden of Disease Study », *The Lancet*, pp. 1285-1306, 2020). L'économiste James Pomeroy estime pour sa part que le scénario central est celui d'une baisse de la population mondiale dès 2053, après un pic à 8,9 milliards d'habitants (« Global demographics : how soon will the population be shrinking ? », HSBC Global Research, 2022).
4. Rapport annuel 2025 du Conseil d'orientation des retraites.
5. Ibid.
6. À l'inverse, l'intelligence cristallisée, qui désigne la capacité à mobiliser des connaissances acquises au fil du temps, a son pic en début de soixantaine.
7. Pour une étude sur l'effet de l'âge des scientifiques sur leur recherche, voir Haochuan Cui et al., « Aging Scientists and Slowed Advance », *Cornell University*, 2022.
8. Yunus Aksoy, Henrique S. Basso, Ron Smith et Tobias Grasl, « Demographic Structure and Macroeconomic Trends », *Banco de Espana*, Working Paper n°1528, 5 octobre 2015.
9. L'économiste James Liang a établi que l'énergie entrepreneuriale était portée majoritairement par les jeunes, une augmentation de l'âge moyen de 3,5 ans aboutissant à 2,5 points d'entrepreneur dans la population active en moins, soit une réduction très significative étant donné que le taux total d'entrepreneurs est entre 5 et 10%.
10. La Suède se classe ainsi deuxième au *Global Innovation Index*, alors que l'Allemagne est à la onzième position.
11. Cf. notamment Charles Jones, « The End of Economic Growth? Unintended Consequences of a Declining Population », *NBER Working Paper*, 2020, et Maya Eden et Kevin Kuruc, « The long-run relationship between per capita incomes and population size », *GPI Working Paper* n°29, 2024.
12. Michael Kremer, « Population Growth and Technological Change: One Million B.C. to 1990 », *The Quarterly Journal of Economics*, 1993.
13. Julian Simon, *The Ultimate Resource*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
14. Cela s'explique principalement par la parentalité, les personnes âgées restant souvent par inertie dans le logement familial après le départ des enfants. Il est possible que la multiplication des personnes âgées sans enfant limite quelque peu ce phénomène à partir de 2050-2060.
15. Vilnius est par exemple passée de 15% à 21% de la population lituanienne entre 1990 et 2025.
16. Pour une analyse détaillée de ce pari, voir Hannah Ritchie, « Who would have won the Simon-Ehrlich bet over different decades, and what do long-term prices tell us about resource scarcity? », *Our World in Data*, 2025.
17. Voir par exemple l'échange avec le philosophe Olivier Rey dans l'émission « Répliques » sur France Culture, le 24 janvier 2026.
18. Seth Wynes et Kimberley A. Nicholas, « The climate mitigation gap: education and government recommendations miss the most effective individual actions », *Environmental Research Letters*, vol. 12, n°7, 2017.
19. Mark Budolfson et al., « Is Less Really More? Comparing the Climate and the Productivity Impacts of a Shrinking Population », *NBER Working Paper*, 2025.